

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 27 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **LE BIANNIC**

2 Rue Robert Schuman  
44 800 Saint-Herblain

**Références :** N3-2025-726  
**Code AIOT :** 0006302770

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement LE BIANNIC implanté 2 Rue Robert Schuman 44 800 Saint-Herblain. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du site le 5 février 2021, l'exploitant avait été mis en demeure par arrêté préfectoral du 17 mars 2021 de respecter les dispositions des articles 7, 9, 10 et 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et des articles R.543-156 et R.543-200-1 du code de l'environnement en :

- Désencombrant le site d'exploitation afin de rendre accessible l'ensemble du site ;
- Réalisant le contrôle de ses moyens de lutte contre l'incendie ;
- Réalisant le contrôle de ses installations électriques ;
- Établissant une procédure d'information préalable ;
- Complétant les registres d'entrée et de sortie avec l'ensemble des informations réglementaires ;
- Évacuant les VHU et les pneumatiques usagés présents sur son site ;
- Établissant un contrat avec un éco-organisme pour la gestion des déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE BIANNIC
- 2 Rue Robert Schuman 44 800 Saint-Herblain

- Code AIOT : 0006302770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de tri, transit, regroupement de déchets de batterie et de métaux

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

- Eau de surface

- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessibilité du site	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Levée de mise en demeure
2	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Levée de mise en demeure
4	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Levée de mise en demeure
5	Gestion des DEEE	Code de l'environnement, article R.543-200-1	Levée de mise en demeure
6	Gestion des véhicules hors d'usage	Code de l'environnement, article R.543-155	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, il est constaté la régularisation de l'ensemble des écarts ayant donné lieu à la mise en demeure. En conséquence, l'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Accessibilité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accessibilité du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Accessibilité du site - Encombrement du site
<b>Constats :</b> L'ensemble des zones du site a été rendu accessible. L'exploitant a désencombré son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N°2 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser la vérification de ses 4 extincteurs le 6 juin 2025 par la société PROTECH INCENDIE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N°3 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle des installations électriques
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait contrôler ses installations électriques le 22 janvier 2025 par la société SOCOTEC : 3 observations ont été relevées dont 1 déjà signalé. L'exploitant déclare que le bâtiment d'exploitation sera remplacé l'année prochaine. L'installation électrique sera remplacée à cette occasion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit faire réaliser les actions correctives et transmettre les justificatifs associés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°4 : Gestion des déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des déchets réceptionnés
<b>Prescription contrôlée :</b> Tenue des registres d'entrée et de sortie des déchets Réalisation d'une information préalable
<b>Constats :</b> <b><u>Rappel du constat réalisé lors de la précédente inspection :</u></b> L'exploitant tient un registre des entrées et des sorties sans reporter l'ensemble des informations réglementaires. L'exploitant ne réalise aucune information préalable pour les apports de déchets. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur du déchet une information préalable qui contient les éléments qui permettent de caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

Cependant, l'exploitant explique que les déchets présents sur son site seraient exclusivement apportés par les producteurs de déchets. Par conséquent, l'activité du site s'apparenterait plus à une activité de déchetterie qu'à une activité de tri-transit-regroupement.

Il est demandé à l'exploitant de se positionner quant à son classement ICPE :

- Soit, l'ensemble des déchets est apporté par les producteurs de déchets et un reclassement sous la rubrique 2710 est à réaliser. Ce reclassement impliquerait l'interdiction d'entreposer sur site des déchets non apportés par le producteur de déchets, notamment les chargements de déchets réalisés chez des clients et ramenés sur site.

- Soit, l'exploitant considère son activité comme du tri-transit-regroupement et maintient donc son classement sous les rubriques ICPE 2713(E) et 2718(A). Dans ce cas, il s'agira de mettre en place une procédure d'acceptation préalable des déchets sur site et de compléter les registres d'entrée et de sortie des déchets avec l'ensemble des informations réglementaires conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets.

**Constat :**

L'exploitant a complété son registre avec l'ensemble des informations réglementaires et notamment les codes déchets et de traitement.

L'exploitant déclare maintenir son classement actuel aux rubriques 2713 et 2718 et a mis en place, en conséquence, une procédure d'acceptation préalable. À ce titre, une information préalable est établie chaque année et pour chaque producteur de déchets. Cette information permet de caractériser le déchet réceptionné.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N°5 : Gestion des DEEE**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R.543-200-1

**Thème(s) :** Autre, gestion des DEEE

**Prescription contrôlée :**

Gestion des DEEE

**Constats :**

**Rappel du constat fait de la précédente inspection :**

Des DEEE sont entreposés sur site. Pour la gestion de ces déchets, l'exploitant a établi un contrat, valable du 15/06/2021 au 15/06/2024, avec un éco-organisme, la société CORNEC. À noter que les quantités présentes sur site n'atteignent pas les seuils de la déclaration au titre de la rubrique ICPE n°2711 (100 m<sup>3</sup> minimum).

**Constat :**

L'exploitant a renouvelé son contrat avec l'éco-organisme CORNEC pour la période du 2/01/2025 au 02/01/2028. Les quantités de DEEE présentes sur site n'atteignent pas les seuils de la déclaration au titre de la rubrique ICPE n°2711 (100 m<sup>3</sup> minimum).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N°6 : Gestion des véhicules hors d'usage**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R.543-155

<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des véhicules hors d'usage
<b>Prescription contrôlée :</b> Évacuation des VHU vers un centre VHU agréé
<b>Constats :</b> <b><u>Rappel du constat fait à l'issue de la visite d'inspection précédente :</u></b> Jusqu'en 2009, l'ancien exploitant réalisait une activité de dépollution de VHU. Au cours de la visite d'inspection, 2 VHU sont identifiés sur le site d'exploitation. L'exploitant ne possède pas les documents administratifs des véhicules mais a pu fournir les immatriculations : 8026 VA 49 et 7776 YG 44. L'inspection des installations classées va se rapprocher des services de gendarmerie afin d'identifier les derniers propriétaires et pouvoir donner l'accord pour procéder ensuite à la destruction administrative.
<b><u>Constat :</u></b> L'évacuation des VHU a été réalisée par l'exploitant suite à l'autorisation délivrée par la préfecture de mise en destruction des VHU. Les certificats de destruction associés ont été transmis par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure